Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Septembre 2015 : déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Le mois de septembre 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard en septembre 2014. Les revenus ont diminué de 0,2 milliard (1,1 %), du fait que la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des autres revenus n'a été que partiellement compensée par la croissance des autres sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,6 milliard (8,0 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard (8,9 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à septembre 2015 : excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars

Pour la période d'avril à septembre 2015 de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 0,7 milliard pour la même période de l'exercice 2014-2015.

Les revenus ont augmenté de 10,9 milliards de dollars (8,3 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 9,0 milliards (7,7 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard (3,2 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Septembre 2015

Le mois de septembre 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard en septembre 2014.

Les revenus ont totalisé 22,0 milliards de dollars en septembre 2015, en baisse de 0,2 milliard (1,1 %) par rapport à septembre 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,6 milliard de dollars (5,5 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (12,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (60,4 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,8 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et ceux tirés des droits de douane à l'importation ont tous deux progressé de 0,1 milliard. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 7 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 29 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 46 millions de dollars (3,4 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,5 milliard de dollars (18,8 %), principalement en raison de la baisse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises.

Les charges de programmes ont totalisé 21,2 milliards de dollars en septembre 2015, en hausse de 1,6 milliard (8,0 %) par rapport à septembre 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,4 milliard de dollars (6,0 %). Les

prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (2,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard (8,2 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont augmenté de 0,4 milliard (36,3 %), principalement sous l'effet de la bonification et de l'élargissement de la PUGE à compter de janvier 2015.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,9 %), ce qui est attribuable aux augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (11,4 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (16,0 %), principalement en raison du calendrier des versements.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (9,4 %), ce qui s'explique en partie par une hausse des charges liées aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants, selon les évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (8,9 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à septembre 2015

La période d'avril à septembre 2015 de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 0,7 milliard pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 10,9 milliards de dollars (8,3 %) pour s'établir à 141,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (3,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (21,6 %), principalement sous l'effet de cotisations et de nouvelles cotisations visant des années d'imposition antérieures.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (17,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,1 milliards de dollars (8,7 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 1,5 milliard (9,3 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,4 milliard, et les taxes sur l'énergie, tout comme les autres taxes et droits d'accise, ont progressé de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,7 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (18,2 %), principalement sous l'effet du gain réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Pour la période d'avril à septembre 2015, les charges de programmes ont totalisé 125,9 milliards de dollars, en hausse de 9,0 milliards (7,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

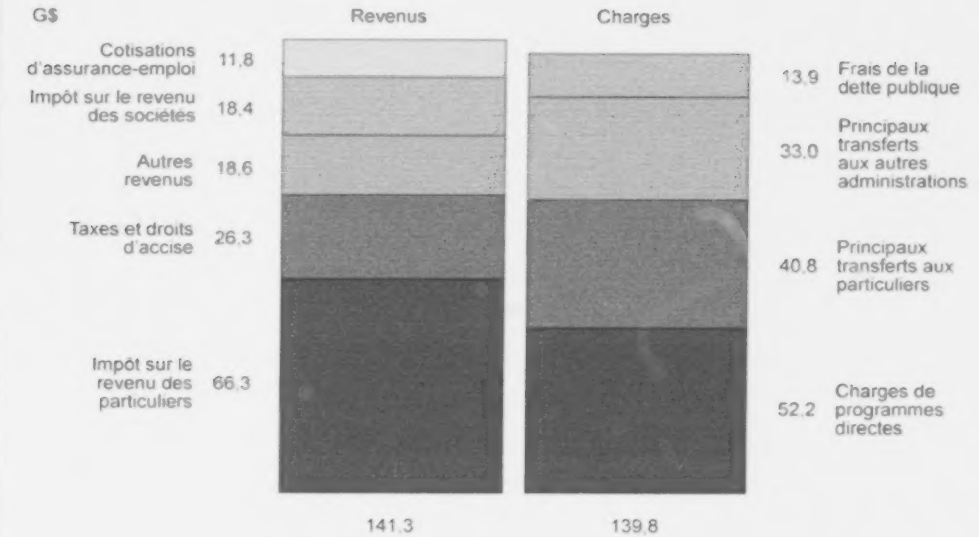
- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (10,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,9 milliard (4,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi

ont augmenté de 0,6 milliard (6,7 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,5 milliards (38,5 %), principalement en raison de la hausse des prestations découlant de l'élargissement et de la bonification de la PUGE.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (4,5 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (7,3 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (4,4 %).
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (8,5 %), ce qui s'explique en grande partie par une hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars (3,2 %), surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à septembre 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 15,3 milliards de dollars d'avril à septembre 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars et des besoins financiers de 16,8 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à septembre 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 15,3 milliards, comparativement à des besoins financiers de 2,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 25,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 15,3 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 10,5 milliards en augmentant la dette non échue de 25,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de septembre 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 38,4 milliards de dollars, en hausse de 8,4 milliards par rapport à la fin de septembre 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Septembre		Avril à septembre	
	2014	**2015**	**2014–2015**	**2015–2016**
Opérations budgétaires				
Revenus	22 227	21 981	130 474	141 336
Charges				
Charges de programmes	-19 639	-21 217	-116 884	-125 882
Frais de la dette publique	-2 209	-2 012	-14 334	-13 879
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	379	-1 248	-744	1 575
Opérations non budgétaires	1 508	-479	-1 257	-16 848
Ressources ou besoins financiers	1 887	-1 727	-2 001	-15 273
Variation nette dans les activités de financement	-1 807	3 387	5 939	25 741
Variation nette dans l'encaisse	80	1 660	3 938	10 468
Encaisse à la fin de la période			30 011	38 420

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Septembre			Avril à septembre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014–2015 (M$)	2015–2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 873	10 280	-5,5	64 044	66 250	3,4
Impôt sur le revenu des sociétés	2 822	3 180	12,7	15 139	18 407	21,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	399	640	60,4	2 616	3 085	17,9
Total des impôts sur le revenu	14 094	14 100	0,0	81 799	87 742	7,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 730	2 786	2,1	16 132	17 640	9,3
Taxes sur l'énergie	502	509	1,4	2 720	2 846	4,6
Droits de douane à l'importation	391	499	27,6	2 329	2 726	17,0
Autres taxes et droits d'accise	521	550	5,6	3 048	3 130	2,7
Total des taxes et droits d'accise	4 144	4 344	4,8	24 229	26 342	8,7
Total des revenus fiscaux	18 238	18 444	1,1	106 028	114 084	7,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 339	1 385	3,4	11 343	11 763	3,7
Autres revenus	2 650	2 152	-18,8	13 103	15 489	18,2
Total des revenus	22 227	21 981	-1,1	130 474	141 336	8,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Septembre			Avril à septembre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014 –2015 (M$)	2015 –2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 653	3 749	2,6	21 501	22 418	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 484	1 363	-8,2	8 784	9 376	6,7
Prestations pour enfants	1 108	1 510	36,3	6 472	8 963	38,5
Total	6 245	6 622	6,0	36 757	40 757	10,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 835	5,9	16 057	17 013	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 049	1 080	3,0	6 291	6 480	3,0
Total	3 725	3 915	5,1	22 348	23 493	5,1
Accords fiscaux et autres transferts[1]	1 625	1 687	3,8	10 452	10 796	3,3
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	987	979	-0,8
Abattement d'impôt du Québec	-376	-386	2,7	-2 255	-2 308	2,4
Total	4 974	5 216	4,9	31 532	32 960	4,5
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	353	417	18,1	2 833	3 105	9,6
Agriculture et Agroalimentaire	116	188	62,1	302	543	79,8
Emploi et Développement social	584	476	-18,5	2 498	2 615	4,7
Affaires étrangères, Commerce et Développement	115	462	301,7	935	1 262	35,0
Santé	332	334	0,6	1 593	1 594	0,1

Industrie	157	208	32,5	1 064	1 161	9,1
Autres[1]	895	876	-2,1	4 946	4 521	-8,6
Total	2 552	2 961	16,0	14 171	14 801	4,4
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	558	720	29,0	3 386	4 073	20,3
Défense nationale	1 638	1 966	20,0	9 754	10 775	10,5
Tous les autres ministères et organismes	3 672	3 732	1,6	21 284	22 516	5,8
Total des autres charges de programmes directes	5 868	6 418	9,4	34 424	37 364	8,5
Total des charges de programmes directes	8 420	9 379	11,4	48 595	52 165	7,3
Total des charges de programmes	19 639	21 217	8,0	116 884	125 882	7,7
Frais de la dette publique	2 209	2 012	-8,9	14 334	13 879	-3,2
Total des charges	21 848	23 229	6,3	131 218	139 761	6,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Septembre		Avril à septembre	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	379	-1 248	-744	1 575
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-330	-427	-1 599	-1 803
Autres activités d'investissement	-1 567	-1 874	2 902	-3 041
Régimes de retraite et autres passifs	248	711	688	2 573
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	3 300	2 580	-7 207	-10 818
Opérations de change	-423	-1 836	1 941	-5 983
Amortissement des immobilisations corporelles	280	367	2 018	2 224
Total des autres activités	3 157	1 111	-3 248	-14 577
Total des opérations non budgétaires	1 508	-479	-1 257	-16 848
Ressources ou besoins financiers	1 887	-1 727	-2 001	-15 273

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Septembre		Avril à septembre	
	2014	2015	2014 –2015	2015 –2016
Ressources ou besoins financiers	1 887	-1 727	-2 001	-15 273
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 059	855	8 635	5 138
Bons du Trésor	-4 000	2 200	200	13 600
Titres au détail	-22	-7	-165	-108
Total	-963	3 048	8 670	18 630
Emprunts en devises	-1 788	-546	-2 011	2 937
Total	-2 751	2 502	6 659	21 567
Réévaluation de swaps de devises	992	811	-387	3 835
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-31	61	-35	445
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-17	13	-298	-106
Variation nette dans les activités de financement	-1 807	3 387	5 939	25 741
Variation dans l'encaisse	80	1 660	3 938	10 468

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2015	30 septembre 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	123 631	108 306	-15 325
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	487 881	493 019	5 138
Bons du Trésor	135 692	149 292	13 600
Titres au détail	5 660	5 552	-108
Total partiel	629 233	647 863	18 630
Payable en devises	20 267	23 204	2 937
Compte de réévaluation de swaps de devises	6 669	10 504	3 835
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	4 296	4 741	445
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 715	4 609	-106
Total de la dette non échue	665 180	690 921	25 741
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 664	152 248	-416
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	76 140	79 081	2 941
Autres passifs	6 002	6 050	48
Total des régimes de retraite et autres passifs	234 806	237 379	2 573
Total de la dette portant intérêt	899 986	928 300	28 314
Total des passifs	1 023 617	1 036 606	12 989

Actifs financiers			
Trésorerie et créances	136 696	142 657	5 961
Comptes d'opérations de change	85 018	91 001	5 983
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	113 681	115 314	1 633
Actif des régimes de retraite du secteur public	1 263	1 263	0
Total des actifs financiers	336 658	350 235	13 577
Dette nette	686 959	686 371	-588
Actifs non financiers	74 629	74 208	-421
Dette fédérale (déficit accumulé)	612 330	612 163	-167

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 30 septembre 2015 inclut des pertes de 1,4 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à septembre 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Novembre 2015

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134